Apostasie, école… : comment les courants islamistes ont sabordé “la charte des valeurs” de l’islam voulue par Macron

27/12/2020 à 10h10



Par le biais d’une “charte des valeurs” de l’islam, Emmanuel Macron espérait une adhésion formelle des courants musulmans aux valeurs et aux lois républicaines. Mais le projet de synthèse préparé par Mohammed Moussaoui, le président du le Conseil français du culte musulman (CFCM) est rejeté par les courants intégristes, illustrant les divisions au sein de l’islam de France. Parmi les points de désaccord, l’apostasie qui ne serait plus considérée comme un « crime » et l’école laïque. Emmanuel Macron n’est pas près de recevoir la charte qu’il a exigée.

La charte des valeurs allait ainsi jusqu’à définir clairement l’islamisme : “Par islam politique, la présente charte désigne les courants politiques et/ou idéologiques appelés communément : wahhabisme ; salafisme ; doctrine des Frères musulmans ; et plus généralement toute mouvance locale, transnationale ou internationale qui vise à utiliser l’islam afin d’asseoir une doctrine politique, notamment parmi celles dont les textes fustigent la démocratie, la laïcité, l’égalité entre les

femmes et les hommes ou qui fait la promotion de l'homophobie, de la misogynie, de l'antisémitisme, de la haine religieuse, et plus généralement toute idée ou pensée qui contesteraient, directement ou indirectement, les principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme." […]

Mais ce passage a été littéralement biffé à la demande de trois fédérations : Foi et Pratique, le courant prosélyte et fondamentaliste Tabligh ; le représentant de Musulmans de France (ex-UOIF, proches de la pensée des Frères musulmans) ; mais surtout le CIMG, ou Milli Görüs, d'obédience turque, représenté par Fatih Sarikir. Car, pendant qu'il négociait l'élaboration de cette charte avec le CFCM, cet islamiste turc en faisait parallèlement rédiger une autre, avec Hamadi Hammami, le dirigeant de Foi et Pratique

Celle-ci, qui a circulé dans les réseaux proches d'Ankara, a été paraphée, notamment, par quelques représentants de mosquées, essentiellement celles affiliées au Milli Görüs. Mais aussi par Marwan Muhammad, ex-dirigeant du très controversé Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), dissous le mois dernier par le gouvernement après l'assassinat de Samuel Paty. Certains acteurs de l'islam de France, comme le RMF (Rassemblement des musulmans de France), ont ainsi découvert le nom de leur organisation apposé sur un document qu'ils jurent ne pas avoir signé. […]

Mohammed Moussaoui n'a pas donné suite aux sollicitations du *JDD*. Le président du CFCM serait-il gêné aux entournures ? **"Il est républicain lorsqu'il est dans les ministères et archaïque quand il se retrouve avec les islamistes"**, tranche une source.

Le malaise, en réalité, semble beaucoup plus profond. Autre pierre d'achoppement, ce que les extrémistes qualifient de "crime d'apostasie". […]

Non seulement @GDarmanin a capitulé en leur demandant

> *d’écrire leur propre charte mais en + ils refusent de renoncer au crime d’apostasie et à l’islam politique. Quelle naïveté, quelle faiblesse… on ne négocie pas avec les islamistes sauf quand on est un dhimmis. (JDD) pic.twitter.com/OifgaxBGw2*
>
> *— Damien Rieu (@DamienRieu) December 27, 2020*

msn/Le JDD